
[La paix pour les transnationales et l'économie verte en Colombie](#)

Le moment que vit la Colombie peut être considéré comme une occasion historique pour essayer de mettre fin à des décennies de conflit armé, social et politique. L'effort de mettre fin à la guerre au moyen de la négociation politique avec la rébellion mérite sans doute d'être soutenu par l'ensemble des organisations, des processus et des mouvements sociaux, et la paix devrait être une aspiration de la société en général pour la construction du pays. Pourtant, le fait d'appuyer ce processus ne doit pas faire oublier certains aspects de la réalité que le gouvernement de Juan Manuel Santos est en train d'agencer. Ces aspects contredisent directement le discours institutionnel de paix et nous mettent en garde contre un gouvernement qui déclare une guerre de faible intensité contre la population tout en présentant des progrès vers la paix, dans un pays de plus en plus touché et agité par l'injustice sociale et par les effets sur l'environnement de son mode de développement.

Ce que le gouvernement a présenté comme un processus de paix est en fait la négociation du conflit armé avec une des rébellions – les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) – et la perspective de négociation avec une autre – l'Armée de libération nationale (ELN). Néanmoins, la paix nécessite la participation de l'ensemble de la société, et sa matérialisation implique d'atteindre la justice sociale et environnementale. Or, la quête de la justice dans ses diverses manifestations ne semble pas être un des objectifs du gouvernement. Au contraire, cette voie ne présente aucun intérêt pour une classe gouvernante qui est en train de privatiser ce qui était public, de formuler des lois et des décrets qui facilitent l'invasion et l'impunité des transnationales dans les secteurs économiques, et qui, au moyen d'une réforme fiscale régressive, prétend asphyxier les Colombiens et les priver peu à peu de leurs droits. Cela ressemble donc à une paix nominale par laquelle le gouvernement entend favoriser les intérêts des transnationales.

Parmi les nombreuses contradictions et supercheries du gouvernement actuel, je souhaite mentionner en particulier ce qui, dans le domaine environnemental, apparaît comme un effet collatéral des négociations menées avec les FARC dans la ville cubaine de La Havane. La crise environnementale et la crise climatique sont des manifestations indéniables d'un mode de développement conçu et imposé aux dépens de l'équilibre écologique, en fermant les yeux à la participation du peuple et à son pouvoir souverain de décision en matière d'aménagement du territoire.

Une manière appropriée de commencer à analyser les tentatives de l'ONU d'imposer le capitalisme vert en Colombie est de lire les *Considérations écologiques pour la construction d'une paix territoriale stable et durable*, mises au point en septembre 2014 et publiées en janvier 2015, pendant la préparation du Plan national de développement du deuxième gouvernement de Santos (1).

L'ONU reconnaît les problèmes associés à la sortie des FARC des municipalités où il existe encore des conditions environnementales favorables grâce à la présence militaire, et considère comme contradictoire la possibilité que ces endroits soient détruits par l'arrivée des grandes entreprises et

du modèle extractif que la « prospérité démocratique » du gouvernement met en avant.

Dans ce contexte, l'ONU développe des hypothèses et des propositions encadrées par l'économie verte. Cela représente une double contradiction et un paradoxe, car le fait d'éviter l'éventuelle destruction du territoire en appliquant les méthodes de l'économie verte implique de faire marche arrière vers un système qui, depuis les années 1990, n'a fait qu'accroître les injustices sociales et environnementales en Colombie, sous prétexte de développement durable. Voyons cela.

L'économie verte, que l'on prétend mettre en œuvre en tant que solution environnementale une fois passé l'accord avec la rébellion colombienne, fut présentée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à Rio de Janeiro en 2012, lors de la conférence de l'ONU pour l'environnement et le développement durable. Les documents officiels signalent que les problèmes et la crise de l'environnement sont le résultat de la mauvaise assignation de capitaux aux projets de développement, et ne considèrent pas comme responsable le système capitaliste. Ainsi, ils ne vont pas au cœur du problème, qui reste entier. La gestion aux mains des grandes entreprises est présentée comme une des solutions de la crise mondiale, car les États seraient trop faibles pour administrer l'environnement et le territoire ; les sauveurs seraient les grandes entreprises, car elles possèdent la technologie et le capital nécessaires pour faire face aux problèmes. Toute perspective de droits sur les biens communs est niée ; la privatisation au moyen de partenariats publics-privés est mise en avant comme seule option pour la gestion des biens communs, et les fausses solutions (comme la Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts – REDD– et les paiements pour services environnementaux - PSE) sont présentées comme des options valables pour résoudre la crise planétaire.

Pour en revenir à la Colombie, après avoir signalé la contradiction en matière d'environnement qui peut apparaître après l'accord, l'ONU présente une série de propositions autour de quatre axes :

a) **L'aménagement du territoire.** Une fois l'accord passé, il sera nécessaire de concilier l'aménagement à l'échelon national et régional avec l'aménagement local. Cet aspect semble nécessaire, mais l'ONU signale ensuite que pour ce faire il est impératif de reconnaître la *biodiversité* en tant que *capital naturel* (CN). La notion de CN vise à mercantiliser la nature. Or, la nature n'est pas comparable au capital, puisque c'est le système capitaliste qui a provoqué sa destruction.

b) **Le développement local et la production durable.** La prémisse qu'énonce l'organisme multilatéral est qu'il faut repenser la notion de ruralité pour qu'elle embrasse plus que les questions agricoles. Proposition intéressante sans doute, surtout quand on constate que le sujet paysan n'apparaît nulle part dans le document. La ruralité est pensée comme une *campagne sans campagnards*, qui renforce les tentatives gouvernementales de dépouiller les paysans de leurs territoires. Cela s'accompagne en outre d'une proposition d'innovation dans « *l'exploitation de la biodiversité* », de toute évidence au moyen d'un développement rural industriel associé à des capitaux et des contrôles transnationaux. Les rapports entre la ville et la campagne sont également redéfinis, et la responsabilité commune, sociale et sectorielle, s'exprime par le *paiement pour services environnementaux*. Ce paiement implique une re(dé)composition capitaliste des rapports des êtres humains à la nature et, dans le cas de la Colombie, cela peut impliquer aussi *la confiscation par la voie administrative* après cinq ans de paiement.

c) **L'activité minière après l'accord.** De façon correcte est présenté le besoin de repenser les notions d'utilité publique et d'intérêt général qui, dans les cas de l'exploitation minière et des barrages, ont toujours abouti en Colombie à des déplacements et à l'anéantissement de terres

productives et de sites ancestraux et traditionnels. Cependant, le texte fait allusion au besoin de faire de *l'exploitation minière durable* afin d'atténuer l'impact sur l'environnement, de distribuer les bénéfices, et de créer des emplois pour la population locale, pour les victimes et pour les anciens combattants. Or, l'exploitation minière ne peut jamais être considérée comme une activité durable. Les deux termes sont contradictoires, cette activité ayant des conséquences imprévisibles et des effets négatifs irréparables.

d) **Les institutions et la gouvernance.** L'un des aspects du document de l'ONU qui soulèvent le plus de critiques et de controverses est peut-être celui qui concerne les institutions environnementales colombiennes et la manière de les renforcer. Tout en reconnaissant l'actuel démantèlement du Système national environnemental (SINA), et la corruption et la politiciaillerie qui ont envahi les Corporations autonomes régionales (CAR), on présente la possibilité de les fortifier du point de vue économique à *partir des recettes produites par les systèmes PSE et REDD*. Or, en devenant dépendantes de ces fausses solutions du changement climatique, les institutions environnementales colombiennes seront au service des grandes entreprises et des propriétaires terriens que les gouvernements successifs considéreront comme prioritaires, de sorte que le système déprédateur se verra renforcé et les contrôles environnementaux assouplis.

Ces quatre axes, dont l'approche est erronée parce qu'ils englobent l'économie verte comme option de rechange pour la période d'après l'accord, sont à la base de la notion de croissance verte que le gouvernement de Santos propose comme axe transversal du Plan national de développement (PND) de 2015. Une nouvelle contradiction entre le discours et l'application du système de Santos : il annonce un développement durable alors qu'on fait avancer un développement à base d'extraction. La croissance verte n'est rien d'autre que le 'verdissage' d'un PND formulé sous la protection et avec l'aide des intérêts transnationaux et de l'oligarchie que Santos représente, et fondé sur la privatisation des biens communs et la destruction de la nature dans toutes ses manifestations.

La résistance et les propositions de la société

Comme l'ont signalé des organisations telles que CENSAT Agua Viva – Les Amis de la Terre Colombie, malgré l'avancée du système néolibéral avec ses discours sur la recherche de la paix, et tandis qu'on soumet la population avec des politiques territoriales réactionnaires qui retardent le bien-être social, de nombreuses manifestations historiques de résistance restent sur pied, comme celles des peuples traditionnels U'wa contre l'exploitation pétrolière. Des options démocratiques sont apparues aussi, exprimées au cours de consultations de la population ; elles font appel à des systèmes de participation populaire pour décider en matière d'aménagement du territoire et pour exercer de façon autonome le droit à la définition territoriale. De nouvelles initiatives ont surgi également, comme celle dénommée *Agua sí petróleo no* (De l'eau oui, du pétrole non), dans le Páramo de Sumapaz ; la lutte du Syndicat national des travailleurs de l'industrie charbonnière – SINTRACARBÓN – contre le détournement du fleuve Bruno, prévu pour commencer à élargir la frontière minière de la transnationale El Cerrejón dans le département de La Guajira ; la construction du Mouvement colombien pour la défense du territoire et des victimes des barrages Ríos Vivos, qui a réussi à organiser des résistances aussi importantes que celle d'El Quimbo, qui a mis en échec la gestion transnationale de l'exploitation des fleuves, et bien d'autres encore.

Ces manifestations, qui se nourrissent de propositions de souveraineté énergétique à partir d'expériences concrètes de production et de distribution d'énergie des peuples et pour les peuples, font naître et encouragent une discussion fondée et fondamentale au sujet du « développement ». Il est important en soi de débattre sur les déplacements qu'implique le développement avec ses

mégaprojets, et de mettre sur table la redéfinition de catégories comme celle des « victimes », comme l'a fait le Mouvement Ríos Vivos. Des organisations, des processus territoriaux et des mouvements ont proposé aussi de déclarer un moratoire sur les mines et l'énergie, jusqu'à ce qu'une commission indépendante analyse les titres et les permis qui ont été délivrés aux projets et dont beaucoup sont illégaux (2).

Fondamentalement, à un moment crucial comme celui que l'on vit avec les négociations pour la fin du conflit, un débat a été lancé sur la reconnaissance de la nature en tant que victime de la guerre, car il n'est pas possible d'offrir une réparation intégrale aux victimes humaines sans une réparation de la nature non humaine. De même, il a été demandé de créer une commission environnementale pour la vérité dans les négociations avec les rebelles, qui puisse même déterminer les responsabilités de l'appareil transnational (3).

Danilo Urrea

CENSAT Agua Viva – Amigos de la Tierra Colombia

agua@censat.org

(1) Le document présenté par l'ONU et la Coopération allemande est disponible (en espagnol) sur : <http://www.oidhaco.org/uploaded/content/article/1588248879.pdf>.

(2) Le moratoire sur l'exploitation minière a été discuté avec le gouvernement national de Juan Manuel Santos dans le cadre des dialogues avec le Sommet national agricole paysan, ethnique et populaire, mais on n'a pas eu de nouvelles sur les propositions présentées au gouvernement.

(3) Roa Avendaño et Urrea, "La cuestión ambiental, un asunto clave en el proceso de paz". Dans: "Negociación gobierno – ELN: y sin embargo se mueve". Victor de Currea Lugo, éditeur. 2015.